

La rose assèche les lacs d'Éthiopie

Le 12 mars dernier, le président Emmanuel Macron a effectué la première visite d'un chef d'État français à Addis-Abeba depuis 1973. Balayant les critiques quant au manque de libertés, il a préféré souligner la réussite économique du pays. Mais, si la forte croissance de l'Éthiopie attire les investisseurs, cette performance a un prix social et écologique élevé.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
CHRISTELLE GÉRAND*

AUX ABORDS du lac Abijata, en Éthiopie, le sol craque sous les pas du promeneur comme s'il était tapissé de chips. Impossible de s'avancer trop près des centaines de flamants roses sans prendre le risque de voir la terre se fissurer et laisser jaillir de l'eau. Et pour cause ! Cette étendue blanchie par le sel appartenait autrefois au lac, dont la taille a diminué de moitié en trente ans. Entre 1973 et 2006, sa surface a fondu, passant de 197 à 88 kilomètres carrés, selon les images satellites recueillies par le chercheur Debelle Jebessa Wako (1). Entre 1970 et 1989, la profondeur des eaux est tombée de treize à sept mètres (2). Les poissons ont disparu, succombant à une salinité qui a augmenté à mesure que la quantité d'eau diminuait. La même menace pèse sur les autres lacs de la partie centrale de la vallée du Grand Rift (Ziway, Shalla et Langano).

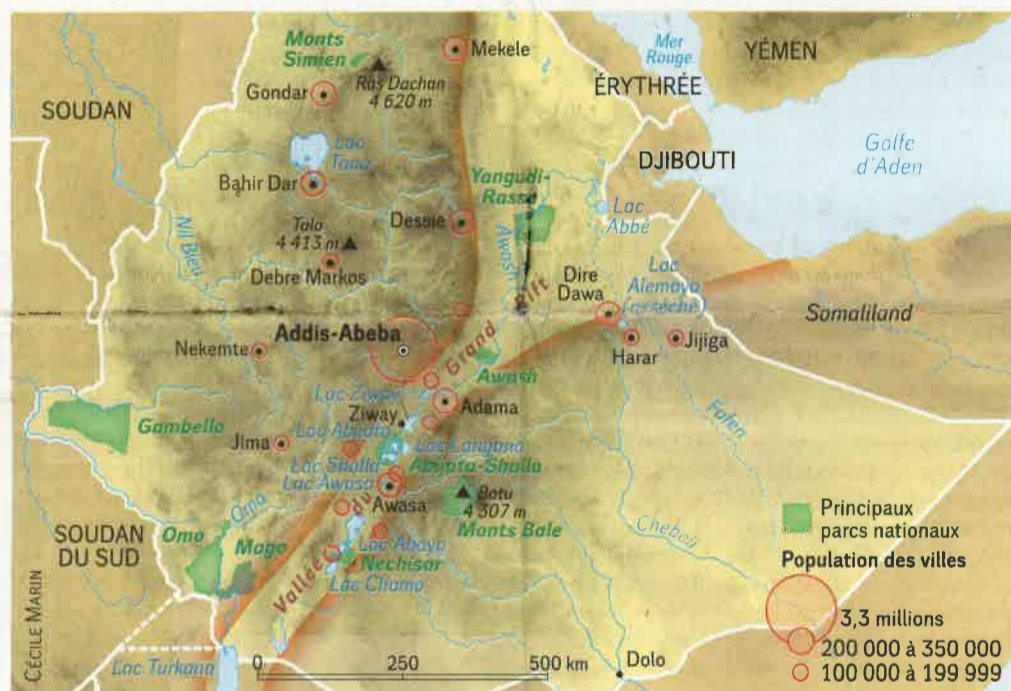
À l'origine du problème, le « développement à l'éthiopienne », l'envers du « miracle économique » porté aux nues par les économistes dominants (3). La croissance à deux chiffres pendant dix ans (de 2004 à 2014) tant vantée par la Banque mondiale reposait principalement sur « l'expansion de l'agriculture, de la construction et des services » (4). Pays enclavé, l'Éthiopie brade tout pour attirer les investisseurs étrangers : eau et électricité quasi gratuites, et loyers dix fois inférieurs aux prix du marché, notamment dans le textile (lire l'encadré ci-dessous). Les grands perdants : les populations rurales et l'environnement.

Il y a cinq ans, le lac était plus large d'un kilomètre

Non loin du lac Abijata, à deux cents kilomètres au sud de la capitale, Addis-Abeba, la ville de Ziway s'épanouit, portée par le dynamisme du secteur primaire. Le groupe français Castel, deuxième producteur de bière et de boissons gazeuses en Afrique (5), y a planté des vignes. La multinationale néerlandaise Afriflora Sher a construit la plus grosse ferme de roses du monde et emploie 1 500 travailleurs payés l'équivalent de 75 euros par mois. Ces deux sociétés puisent gratuitement l'eau de la rivière Bulbula, qui se jette dans le lac Abijata. Les agriculteurs locaux installent quant à eux en toute illégalité des pompes à eau – de cinq à six mille selon les sources – et prélèvent en définitive davantage que les entreprises.

* Journaliste.

Depuis 1970, et la création du parc national des lacs Abijata-Shalla, la nappe d'eau est pourtant officiellement protégée. Ce territoire de 887 kilomètres carrés était autrefois une forêt d'acacias. Soixante-dix mille personnes y vivent ; leurs champs se situent dans la zone protégée, où elles font paître leur bétail. Certains habitants complètent leurs revenus en coupant des arbres pour en faire du charbon, qu'ils vendent au bord de la route principale. Cette pratique est passible de cinq ans de prison, mais peu contrôlée. Les deux véhicules des sentinelles ne suffisent pas pour effectuer des patrouilles efficaces. Des pillards viennent également remplir des camions de sable, qu'ils revendent à des entreprises de construction. Le directeur du parc, M. Banki Budamo, semble



déseparé : « Il y a deux ans, un garde a été tué en tentant de stopper l'un de ces vols. Sept autres ont été sérieusement blessés. »

Pour lutter contre ces dégradations, les soixante-trois gardes expérimentent de nouvelles méthodes. « Nous tâchons d'être diplomates et de sensibiliser les habitants », explique l'une d'entre eux, M^{me} Amane Gemachu. À la voir jouer avec les jeunes villageois et discuter avec les anciens, la jeune

femme en treillis militaire semble faite pour cette approche. Lorsqu'elle a été embauchée, il y a cinq ans, le lac était « un kilomètre plus large ». Elle met en cause Abijata-Shalla Soda Ash Share Company (Assasc), une entreprise qui fabrique du bicarbonate de soude et qui prélève directement l'eau du lac Abijata. Selon elle, les produits que déverse la compagnie, détenue à 45 % par le gouvernement éthiopien, seraient également responsables de la disparition des poissons. M. Berhane Amedie, directeur général d'Assasc, rejette catégoriquement cette accusation : « Nous n'utilisons aucun produit chimique ! », affirme-t-il sans ciller.

Il nous reçoit dans son imposant bureau au siège de la société, à Addis-Abeba, où il a également convié M. Worku Shirefaw. Cet ingénieur supervise la construction d'une usine qui pompera l'eau du lac Shalla. « L'usine d'Abijata est une installation-pilote. L'idée a toujours été d'en construire une autre, à la capacité plus importante. Le lac Shalla est beaucoup plus profond, donc moins sujet à l'évaporation. » L'entreprise ambitionne de faire passer la production des 3 000 tonnes actuelles à... 200 000, voire un million de tonnes. M. Amedie avance d'emblée un argument de poids : « Nous nous attendons à gagner 150 millions [132 millions d'euros] de dollars par an. » Le bicarbonate de soude sert à la production de bouteilles en verre et de produits nettoyants, notamment pour les tanneries locales. La taille de la nouvelle usine permettrait également d'en exporter, en particulier vers l'Asie, et de « rapporter des dollars ».

endoréique, c'est-à-dire qu'il ne se déverse plus dans la rivière Bulbula, laquelle se jette dans le lac Abijata. Près de Harar, à cinq cents kilomètres à l'est de la capitale, la culture commerciale du qat – la drogue locale favorite, exportée dans la Corne de l'Afrique et dans la péninsule arabique –, la brasserie Harar et le surpâturage ont déjà conduit à l'assèchement total d'une nappe en 2011. Des cactus poussent désormais sur ce qui fut une étendue d'eau de seize kilomètres de circonférence : le lac Alemaya. La qualité des eaux se dégrade également, engendrant une augmentation des coûts de traitement. « À ce rythme, l'eau ne sera plus potable dans une décennie », s'inquiète M. Amdemichael Mulugeta, le directeur de l'organisation non gouvernementale (ONG) Wetlands International en Éthiopie, et le lac disparaîtra dans cinquante à soixante-dix ans. Avant, la ville de Ziway utilisait l'eau du lac, qu'elle n'avait besoin que de traiter un peu. Maintenant, l'épuration serait trop complexe pour les capacités locales, et surtout trop coûteuse. Par conséquent, l'eau est pompée à quarante-six kilomètres de la ville... »

Tout à son obsession d'attirer les investisseurs étrangers, le gouvernement brade les terres, au détriment des paysans locaux. Entre 2016 et 2018, des manifestations massives ont contraint à la démission le premier ministre Hailemariam Desalegn. Longtemps, le régime autoritaire éthiopien a bénéficié d'une certaine complaisance de la part des observateurs internationaux, qui s'enthousiasmaient de la croissance économique. Les atteintes aux droits humains et les piètres performances sociales étaient passées sous silence, notamment le taux de pauvreté, très élevé mais systématiquement sous-évalué : il est calculé par l'agence gouvernementale des statistiques sur la base de 19,7 birrs (environ 0,60 euro) par jour, quand le seuil d'extrême pauvreté défini par la Banque mondiale est fixé à 1,90 dollar (1,70 euro)...

Plus d'antilopes ni de loups d'Abyssinie

En fonctions depuis avril 2018 (8), le nouveau premier ministre Abiy Ahmed a symboliquement mis un frein au système de favoritisme bâti par le précédent gouvernement. Il a par exemple annulé nombre de commandes publiques attribuées à la société Metals and Engineering Corporation (Metec), un conglomérat de 98 entreprises géré par l'armée, dont 26 dirigeants sont aujourd'hui poursuivis pour corruption.

Pour les lacs de la région de Ziway, le changement démarre doucement. « Avant, nous étions rarement autorisés à visiter les lieux, en particulier les fermes horticoles, dont les dirigeants ne cessaient de nous répéter qu'ils connaissaient Untel ou Untel. Maintenant, ils doivent s'asseoir à la table des négociations », constate M. Amdemichael. Wetlands International supervise une étude destinée à déterminer la quantité d'eau de la rivière Bulbula qui peut être prélevée sans porter atteinte au niveau du lac Abijata. Une fois ce chiffre maximal fixé, l'ONG envisage d'allouer une certaine portion à chaque acteur du bassin. L'idée serait ensuite de faire payer l'eau. Pour ne pas pénaliser les petits agriculteurs locaux, aux ressources très limitées, Wetlands International cherche dans le même temps à améliorer leurs techniques de culture. Ce projet-pilote sur deux cents hectares est financé par le ministère des affaires étrangères néerlandais, comme pour compenser les dégâts des fermes horticoles. De son côté, Afriflora Sher diminue sa consommation de pesticides en utilisant des insectes spécialement rapportés d'Europe et appliqués à l'aide d'une spatule sur les pieds contaminés pour dévorer les araignées rouges qui s'attaquent aux feuilles des roses. Pour les antilopes et les loups d'Abyssinie, il est déjà trop tard : on n'en trouve plus dans le parc. Quant aux oiseaux migrateurs, ils font halte ailleurs.

Le nouvel atelier du monde ?

POUR DÉVELOPPER son économie, l'Éthiopie mise sur le secteur textile manufacturier. Addis-Abeba multiplie les efforts pour appâter les géants de la confection, qui peuvent importer leurs machines sans frais de douane ou encore bénéficier d'une exemption d'impôts pendant dix ans. Cette stratégie semble porter ses fruits : le pays occupe désormais le deuxième rang – après le Vietnam – en matière d'investissements étrangers dans l'industrie textile.

L'Éthiopie attire ainsi de grandes marques de vêtements et de chaussures, comme le français Decathlon ou l'enseigne suédoise de prêt-à-porter bon marché H&M. Le chinois Huajian, qui confectionne des chaussures pour Calvin Klein et Guess, a lui aussi choisi ce grand pays de la Corne de l'Afrique, avec ses 105 millions d'habitants et... ses ouvriers peu coûteux. Le salaire mensuel éthiopien, aux alentours de 35 euros, est sans commune mesure, par exemple, avec celui des salariés chinois (plus de 500 euros en moyenne [1]).

Autre avantage essentiel dans la compétition mondiale : une fois établies en Éthiopie, ces entreprises bénéficient de divers accords commerciaux, tels la loi sur le développement et les opportunités africaines (AGO) et « Tout sauf les armes », qui leur permettent d'exporter vers les États-Unis et l'Europe sans droits de douane (2). Le secteur textile a rapporté 78 millions d'euros en exportations pour l'année fiscale 2017. Loin des 238 millions prévus pour cette année-là par les plans quinquennaux du gouvernement, qui s'est fixé comme objectif d'atteindre 880 millions d'euros d'exportations et 300 000 emplois créés en 2020.

Le textile ne représente encore que 5 % du produit intérieur brut (PIB), contre 39 % pour l'agriculture. Les autorités espèrent faire passer ce chiffre à 20 % dans les dix prochaines années. Pour cela, elles poursuivent l'édification de parcs industriels, tous construits par des entreprises chinoises. L'Éthiopie devrait en compter trente en 2025. Chaque parc apporte son lot de misère, les paysans locaux étant délogés et trop peu indemnisés. Sans terrain, ils n'ont plus rien. Ils n'ont plus alors pour perspective que la discipline militaire et les cadences élevées du travail à la chaîne dans le textile.

C. G.

(1) Il s'agit du salaire moyen des salariés du secteur privé en ville, selon le *China Statistical Yearbook 2018*, Pékin.

(2) Lire « Libre-échange, la déferlante », *Mouvements de voir* n° 141, juin-juillet 2015.

L'Éthiopie importe cinq fois plus qu'elle n'exporte – 15,59 milliards de dollars (13,7 milliards d'euros) contre 3,23 milliards (2,8 milliards d'euros) en 2017 (6) – et manque de devises. L'obtention d'un prêt en dollars peut nécessiter un an, durant lequel les entreprises ne peuvent importer les matériaux ou les machines nécessaires à leur activité. Aussi, tout investissement tourné vers l'exportation est favorisé par le pouvoir. C'est pourquoi le rapport commandé par le gouvernement, selon lequel le projet d'extension de l'usine « n'est pas recommandable d'un point de vue environnemental (7) », n'impressionne guère M. Shirefaw. L'ingénieur annonce même que « les travaux débiteront dans un an, et la production d'ici à quatre ou cinq ans ».

Autre secteur gourmand en eau encouragé par les plans quinquennaux « de développement et de transformation » : l'horticulture. La première ferme de roses a été implantée en 2000, et l'Éthiopie est vite devenue le deuxième exportateur de cette fleur en Afrique, après le Kenya. « En 2005, le gouvernement est venu nous chercher au Kenya, se souvient M. Michel van den Bogaard, directeur financier d'Afriflora Sher. Nous avons bonne réputation. » La popularité de la multinationale néerlandaise lui venait notamment de ses activités philanthropiques. À Ziway, elle a par exemple financé un hôpital, une école, un collège et un lycée, dont elle rémunère le personnel. « Lorsque nous sommes arrivés, nous pompions l'eau du lac Ziway. Mais, depuis, nous avons réduit notre consommation de moitié grâce à un système de goutte-à-goutte géré par ordinateur, au recyclage des eaux usées et à la récupération de l'eau de pluie, assure-t-il. Il pleut autant en Éthiopie qu'aux Pays-Bas, mais ici tout tombe en trois mois ! »

Deux millions de personnes dépendent du lac Ziway, le seul du bassin à être constitué d'eau douce. Or son niveau décroît inexorablement. La biologiste

(1) Debelle Jebessa Wako, « Settlement expansion and natural resource management problems in the Abijata-Shalla lakes national park », *Walia*, n° 26, Addis-Abeba, 2009.

(2) Dagnachew Legesse (sous la dir. de), « A review of the current status and an outline of a future management plan for lakes Abijata and Ziway », rapport non publié, Oromia Environmental Protection Office, Addis-Abeba, 2005.

(3) Cf. « Ethiopia : A growth miracle », Deloitte, Johannesburg, 2014.

(4) « Ethiopia's great run : The growth acceleration and how to pace it. 2004-2014 », Banque mondiale, Washington, DC, février 2016.

(5) Lire Olivier Blamangin, « Castel, l'empire qui fait trinquer l'Afrique », *Le Monde diplomatique*, octobre 2018.

(6) « The world factbook », Central Intelligence Agency, www.cia.gov

(7) Kathleen Reaugh Flower, « Abijata-Shalla lakes national park : Assessment of factors driving environmental change for management decision-making », *The Sustainable Development of the Protected Area System of Ethiopia Program and the Ethiopian Wildlife Conservation Authority*, Addis-Abeba, 2011.

(8) Lire Gérard Prunier, « Éthiopie-Érythrie, fin des hostilités ».